

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1236

[S - C - 99/29177]

8 FEVRIER 1999. — Décret relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux membres du personnel enseignant soumis au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Loi du 19 mars 1971 : La loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;

2° Loi du 7 juillet 1970 : La loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

3° Décret du 16 avril 1991 : Le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

4° Décret du 5 septembre 1994 : Le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

5° Décret du 5 août 1995 : Le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;

6° Décret du 25 juillet 1996 : Le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

7° Décret du 9 septembre 1996 : Le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

8° Décret du 24 juillet 1997 : Le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

9° Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 : L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

10° Le Gouvernement : Le Gouvernement de la Communauté française;

11° Haute école : La haute école visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 5 août 1995;

12° Pouvoir organisateur : Le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement tel que défini à l'article 2 de la loi du 29 mai 1959;

13° Autorités de la haute école : Les autorités de la haute école visées à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 5 août 1995;

14° Emploi vacant : L'emploi vacant tel que visé à l'article 9 du décret du 25 juillet 1996;

15° Certificat d'aptitudes pédagogiques : Le certificat d'aptitudes pédagogiques visé à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

16° Certificat d'aptitude pédagogique : Le certificat d'aptitude pédagogique visé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1994 approuvant les dossiers de référence de l'enseignement supérieur pédagogique de promotion sociale de type court et de régime I délivrant le certificat d'aptitude pédagogique;

17° Certificat de cours normaux techniques moyens : Le certificat de cours normaux techniques moyens visé à l'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

18° Expérience utile de l'enseignement : L'expérience utile de l'enseignement est constituée par les services accomplis dans une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant, à quelque niveau d'enseignement que ce soit;

19° Expérience utile du métier : L'expérience utile du métier est constituée par les services accomplis soit dans le secteur privé ou public, soit dans un métier ou une profession. Ces services doivent avoir un rapport avec les cours à conférer;

20° Conseil général : Le Conseil général des hautes écoles, constitué conformément aux dispositions de l'article 79 du décret du 5 août 1995;

21° Titres de capacité : Les titres délivrés conformément aux dispositions de l'article 5*bis*, c), de la loi du 7 juillet 1970, de l'article 6 du décret du 5 septembre 1994 et des articles 14 à 19 du décret du 5 août 1995;

22° Titres requis : Les titres de capacité dont la spécificité est précisée dans les annexes 1, 2 et 3 au présent décret;

23° Temporaire à durée déterminée : Le membre du personnel désigné ou engagé en cette qualité conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 25 juillet 1996;

24° Temporaire à durée indéterminée : Le membre du personnel désigné ou engagé en cette qualité conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 25 juillet 1996;

25° Nomination ou engagement à titre définitif : La nomination ou l'engagement à titre définitif effectués conformément aux dispositions de l'article 12, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par titres du niveau supérieur du troisième degré :

1° les diplômes d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de docteur, de maître, de licencié, d'ingénieur ou de pharmacien, délivrés conformément à la législation des grades académiques;

2° les autres diplômes d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, d'architecte, d'ingénieur ou de licencié délivrés par l'enseignement supérieur de type long, ou par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française constitué conformément aux dispositions de l'article 43 du décret du 5 août 1995;

3° le diplôme d'enseignement technique supérieur du troisième degré;

4° le diplôme d'enseignement artistique supérieur du troisième degré;

5° le diplôme d'enseignement supérieur artistique du troisième degré;

6° les diplômes délivrés par l'Ecole royale militaire, à l'issue d'un deuxième cycle d'études.

Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par titres du niveau supérieur du deuxième degré :

1° le diplôme d'ingénieur-technicien;

2° le diplôme universitaire de conducteur civil;

3° le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du deuxième degré;

4° le diplôme d'enseignement artistique supérieur du deuxième degré.

Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par titres du niveau supérieur du premier degré :

1° un des diplômes conférés conformément aux articles 14 et 15 du décret du 5 août 1995;

2° le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré;

3° le diplôme d'enseignement artistique supérieur du premier degré;

4° le diplôme d'enseignement supérieur artistique du premier degré;

5° les diplômes délivrés à l'issue d'un cycle de trois années d'études par des établissements classés en vertu de l'article 2 de la loi du 7 juillet 1970 dans l'enseignement supérieur artistique de type court.

§ 2. Sont également pris en considération au même titre que les diplômes délivrés par l'enseignement de plein exercice :

1° les diplômes correspondants délivrés par l'enseignement de promotion sociale de type long en vertu de l'article 62, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 16 avril 1991;

2° les diplômes correspondants délivrés par l'enseignement de promotion sociale de type court en vertu de l'article 45, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 16 avril 1991.

CHAPITRE III. — *Des titres de capacité*

Art. 4. § 1^{er}. Nul ne peut exercer les fonctions de professeur, de chef de bureau d'études ou de chargé de cours, s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur en médecine, docteur en médecine vétérinaire, docteur conféré après la soutenance d'une thèse, pharmacien, ingénieur ou agrégé de l'enseignement supérieur ou s'il n'est porteur d'un des titres de capacité précisés au § 2, ou si les dispositions du § 3 ne lui ont pas été appliquées.

Nul ne peut exercer les fonctions de chef de travaux ou de maître-assistant, s'il n'est porteur d'un des titres de capacité suivants :

1° un diplôme de docteur en médecine, de docteur en médecine vétérinaire, de pharmacien, d'ingénieur, de maître ou de licencié conféré conformément aux dispositions du décret du 5 septembre 1994;

2° un diplôme d'architecte, d'ingénieur ou de licencié délivré par l'enseignement supérieur de type long, ou par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française, ou un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme;

3° un diplôme de fin d'études délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur classé au troisième degré ou par un établissement d'enseignement artistique du niveau supérieur classé au troisième degré.

Nul ne peut exercer la fonction de maître de formation pratique, s'il n'est porteur d'un titre de niveau supérieur du premier degré.

§ 2. Les titres de capacité visés au § 1^{er} peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 ou de l'article 36 du décret du 5 septembre 1994 ou correspondants en application de l'article 4^{quater} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969.

§ 3. Le Gouvernement peut, sur avis favorable du Conseil général, accepter qu'une notoriété professionnelle ou scientifique en relation avec la fonction et les cours à conférer tienne lieu, à titre personnel, des titres exigés au § 1^{er}.

Le Conseil général donne son avis sur base de dossiers à introduire par les candidats. Ces dossiers comprennent notamment les documents relatifs aux titres et mérites, à l'expérience utile du métier et de l'enseignement, les mentions des publications scientifiques et des travaux pédagogiques ainsi que des justifications d'expériences professionnelles diverses.

CHAPITRE IV. — *Des cours à conférer et de la spécificité des titres requis*

Art. 5. La spécificité des titres requis pour l'exercice de la fonction de maître de formation pratique est précisée dans l'annexe 1 au présent décret en regard des cours à conférer.

Art. 6. La spécificité des titres requis pour l'exercice de la fonction de maître-assistant est précisée dans l'annexe 2 au présent décret en regard des cours à conférer.

Art. 7. La spécificité des titres requis pour l'exercice de la fonction de chargé de cours est précisée dans l'annexe 3 au présent décret en regard des cours à conférer.

CHAPITRE V. — *Dispositions complémentaires*

Art. 8. Pour l'exercice de la fonction de maître de formation pratique, une expérience utile du métier d'au moins deux ans est constitutive du titre requis tel que visé à l'article 5.

Le Gouvernement détermine les règles suivant lesquelles cette expérience utile est reconnue.

Art. 9. § 1^{er}. Nul ne peut être nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de maître de formation pratique, de maître-assistant ou de chargé de cours, s'il ne peut faire la preuve d'une expérience utile de l'enseignement d'au moins six ans.

Les trois dernières années doivent avoir été prestées dans une des fonctions visées à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 au sein d'une haute école relevant du pouvoir organisateur auprès duquel intervient la nomination ou l'engagement à titre définitif.

Pour le calcul des trois ans ou des six ans visés à l'alinéa 1^{er}, les services rendus dans une fonction à prestations incomplètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes.

§ 2. Le membre du personnel visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit en outre être porteur d'un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) maternel(le), le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens ou le diplôme d'aptitudes pédagogiques.

Les titres visés à l'alinéa 1^{er} seront remplacés au plus tard le 1^{er} septembre 2001 par un certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur dont les conditions d'obtention seront fixées par décret après avis du Conseil général.

CHAPITRE VI. — *Dérogations*

Art. 10. § 1^{er}. En cas de pénurie, dûment constatée selon des modalités fixées par le Gouvernement, de candidats en possession des titres visés au présent décret, dérogation accordée à titre individuel aux conditions de titres requis peut être accordée par le Gouvernement, sur avis conforme et motivé du Conseil général. Le Conseil général statue sur base de dossiers à introduire par les candidats. Ces dossiers comprennent notamment les documents relatifs aux titres et mérites, à l'expérience utile du métier et de l'enseignement, les mentions des publications scientifiques ainsi que les justifications d'expériences professionnelles diverses. Si la dérogation n'est pas accordée, le pouvoir organisateur mettra fin immédiatement aux fonctions du ou de la temporaire.

Par dérogation à l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996, la reconduction de la désignation ou de l'engagement à durée déterminée n'est pas limitée à une année académique, pour autant que la pénurie soit constatée conformément à l'alinéa 1^{er} au début de chaque année académique.

Ces dérogations ne peuvent donner lieu à une désignation ou un engagement à titre temporaire pour une durée indéterminée ni à une nomination ou un engagement à titre définitif.

§ 2. Outre les mentions prescrites par les articles 30, alinéa 1^{er}, 133, alinéa 2, et 215, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 précité, tout acte de désignation ou d'engagement établi en vertu du paragraphe 1^{er} comporte un rappel de la règle énoncée à l'alinéa 3 du même paragraphe.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Section 1^{er}. — Dispositions modificatives

Art. 11. Dans l'article 4quater, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996, les mots « ou au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont insérés entre les mots « déterminer à quel(s) titre(s), tel(s) que déterminé(s) au chapitre II du présent arrêté » et les mots « , ils correspondent ».

Art. 12. L'article 9, alinéa 2, du décret du 25 juillet 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« La publication prévue à l'article 8 comporte les caractéristiques de l'emploi concerné : la fonction, telle que mentionnée à l'article 5 et la charge telle que prévue à l'article 7, §1^{er}, alinéa 3, sont détaillées avec précision ainsi que, pour les fonctions de rang 1, les cours à conférer tels que visés aux annexes 1, 2 et 3 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 13. L'article 12, § 1^{er}, 3°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 3° être porteur d'un des titres requis visés au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 14. L'article 12, § 1^{er}, 8°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 8° satisfaire à la condition d'expérience utile de l'enseignement visée à l'article 9, § 1^{er}, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 15. L'article 2, 24°, du décret du 24 juillet 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« 24° Extension de charge : Pour les fonctions de rang 1, la procédure selon laquelle le pouvoir organisateur étend la charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou d'un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, dans la même fonction et les mêmes cours à conférer ou dans la même fonction et d'autres cours à conférer et à concurrence d'une charge complète maximum, respectivement à titre définitif ou à titre de temporaire pour une durée indéterminée, dans le respect de l'article 31 du décret du 9 septembre 1996.

Pour les fonctions de rang 2, la procédure selon laquelle le pouvoir organisateur étend à titre définitif la charge d'un membre du personnel dans la même fonction, à concurrence d'une charge complète maximum. »

Art. 16. L'article 2, 26° du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 26° Cours à conférer : Les cours auxquels le pouvoir organisateur souhaite pourvoir dans le respect du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 17. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 20bis. Le Conseil d'administration détermine le cours dont, selon la législation relative aux titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles, relève chaque élément du programme des études organisées dans la haute école concernée. »

Art. 18. Dans l'article 24, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « les titres de capacité » sont remplacés par les mots « les titres requis ».

Art. 19. L'article 28, 1°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la fonction et la charge visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996. »

Art. 20. Dans l'article 29, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « selon les cours à conférer » sont remplacés par les mots : « selon la charge visée à l'article 28, 1° ».

Art. 21. Dans le titre II, chapitre II, du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section III : De la nomination à titre définitif, de la disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la mutation et de l'extension de charge. »

Art. 22. A l'article 35 du même décret, dont l'alinéa 1^{er} actuel devient le paragraphe 1^{er} et l'alinéa 2 actuel devient le paragraphe 2, le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature pour un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été nommé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 22 lui est attribué, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à conférer à titre définitif. »

Art. 23. Dans le titre II, chapitre II, section III, du même décret est insérée une sous-section IV comprenant un article 40bis, rédigés comme suit :

« Sous-section IV : De l'extension de charge

Article 40bis. Dans le respect de l'article 31 du décret du 9 septembre 1996, lorsque l'emploi visé à l'article 22 est attribué par extension de charge dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, ou bien dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, selon le cas, immédiatement à titre définitif ou au titre de temporaire à durée indéterminée. »

Art. 24. L'article 91 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 15° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de sa première désignation dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 25. L'article 95 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 14° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de sa première désignation dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 26. Un article 124bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III, chapitre III, du même décret :

« Article 124bis. Le pouvoir organisateur détermine le cours dont, selon la législation relative aux titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles, relève chaque élément du programme des études qu'il organise. »

Art. 27. L'article 131, 1°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la fonction et la charge visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996; »

Art. 28. Dans le titre III, chapitre III, du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section III : De l'engagement à titre définitif, de la disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la mutation et de l'extension de charge. »

Art. 29. A l'article 138 du même décret, dont l'alinéa 1^{er} actuel devient le paragraphe 1^{er} et l'alinéa 2 actuel devient le paragraphe 2, le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature pour un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été engagé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 125 lui est attribué, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à conférer à titre définitif. »

Art. 30. Dans le titre III, chapitre III, section III, du même décret, est insérée une sous-section IV comprenant un article 143bis, rédigés comme suit :

« Sous-section IV : De l'extension de charge

Article 143bis. Dans le respect de l'article 31 du décret du 9 septembre 1996, lorsque l'emploi visé à l'article 125 est attribué par extension de charge dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, ou bien dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, selon le cas, immédiatement à titre définitif ou au titre de temporaire à durée indéterminée. »

Art. 31. L'article 185 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 15° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de son premier engagement dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 32. L'article 189 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 14° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de son premier engagement dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 33. Un article 206*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le titre IV, chapitre II, du même décret :

« Article 206*bis*. Le pouvoir organisateur détermine les cours dont, selon la législation relative aux titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles, relève chaque élément du programme des études qu'il organise. »

Art. 34. L'article 213, 1°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la fonction et la charge visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996. »

Art. 35. Dans le titre IV, chapitre II, du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section III : De la nomination à titre définitif, de la disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la mutation et de l'extension de charge. »

Art. 36. A l'article 220 du même décret, dont l'alinéa 1^{er} actuel devient le paragraphe 1^{er} et l'alinéa 2 actuel devient le paragraphe 2, le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature à un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été nommé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 207 lui est attribué, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à conférer à titre définitif. »

Art. 37. Dans le titre IV, chapitre II, section III, du même décret, est insérée une sous-section IV, comprenant un article 224*bis*, rédigés comme suit :

« Sous-section IV : De l'extension de charge

Article 224*bis*. Dans le respect de l'article 31 du décret du 9 septembre 1996, lorsque l'emploi visé à l'article 207 est attribué par extension de charge dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, ou bien dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, selon le cas, immédiatement à titre définitif ou au titre de temporaire à durée indéterminée. »

Art. 38. L'article 264 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 15° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de sa première désignation dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 39. L'article 268 du même décret est complété par la disposition suivante :

« 14° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la date de sa première désignation dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire d'un des titres pédagogiques visés à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 40. L'article 7 du décret du 30 juin 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1. Par dérogation à l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, les maîtres-assistants et les maîtres de formation pratique qui ne sont pas titulaires d'un diplôme visé à l'article 10, §§ 2 et 3, de cette loi et qui sont engagés avant la date du 1^{er} octobre 1998 dans l'enseignement conduisant dans l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice au diplôme de gradué en kinésithérapie sont réputés à titre personnel et pour l'application du seul article 10 de la loi du 7 juillet 1970 précité posséder les titres de capacité pour exercer dans l'enseignement supérieur de type long.

La situation statutaire et pécuniaire des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} n'est pas modifiée.

Le présent paragraphe est applicable pendant l'année académique 1998-1999.

§ 2. Jusqu'au 14 septembre 2001, le pouvoir organisateur conformément aux dispositions en vigueur, peut désigner ou engager à titre temporaire des membres du personnel porteurs du titre de gradué en kinésithérapie délivré par une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française ou par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 43 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles dans la fonction de maître de formation pratique pour les cours à conférer « kinésithérapie. »

Section II. — Dispositions abrogatoires

Art. 41. Sont inapplicables aux membres du personnel soumis au présent décret :

1° l'article 10, §§ 1^{er} à 8, de la loi du 7 juillet 1970;

2° l'article 17, § 4, de la loi du 7 juillet 1970;

3° les articles 10, 11 et 12 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969;

4° l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande;

5° l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande;

6° l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux et les cours spéciaux dans les écoles normales moyennes dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande.

Art. 42. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de maître-assistant (cours généraux) dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

2° l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de maître-assistant dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française;

3° les articles 3, alinéas 2 et 3, 4, 34, 38, alinéa 1^{er}, 39, 40 et 48 du décret du 25 juillet 1996;

4° les articles 298, 315 et 320, 1° et 2°, du décret du 24 juillet 1997.

Art. 43. Dans l'annexe 1 au présent décret, la mention « kinésithérapie : le diplôme de gradué en kinésithérapie » est abrogée.

Section III. — Dispositions transitoires

Art. 44. Pour l'application du présent décret, les titres universitaires conférés conformément aux dispositions en vigueur avant l'application du décret du 5 septembre 1994, sont assimilés aux grades académiques fixés à l'article 6, §§ 1^{er}, 2 et 6, de ce décret.

Pour l'application du présent décret, les titres de capacité conférés conformément aux dispositions en vigueur avant l'application du décret du 5 août 1995, sont assimilés aux titres conférés dans l'enseignement supérieur non universitaire conformément au chapitre III de ce décret.

Art. 45. § 1^{er}. Les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont été désignés ou engagés à titre temporaire pour une période indéterminée ainsi que les membres du personnel qui ont été nommés ou engagés à titre définitif avant la même date sont réputés avoir été, selon le cas, désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée, ou nommés ou engagés à titre définitif pour les cours visés aux annexes du présent décret qui correspondent aux prestations qu'ils ont effectuées.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} conservent le bénéfice de l'échelle barémique qui leur était applicable avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont été désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée déterminée sont réputés avoir été engagés à titre temporaire pour une durée déterminée pour les cours visés aux annexes du présent décret qui correspondent aux prestations qu'ils ont effectuées.

Ils conservent le bénéfice de l'échelle barémique qui leur était applicable avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 46. Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret alors qu'une spécificité des titres requis n'a pas été définie en application de la loi du 7 juillet 1970, peuvent être nommés ou engagés à titre définitif en dérogation des dispositions du chapitre IV du présent décret, en entendant par fonction pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis, la spécificité qu'il a enseignée dans l'enseignement supérieur non universitaire pendant au moins 240 jours répartis sur deux années académiques au moins.

Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont dispensés de la condition de possession d'un titre pédagogique pour être nommés ou engagés à titre définitif à une fonction de maître de formation pratique, maître-assistant ou chargé de cours.

Art. 47. Les membres du personnel nommés à titre définitif après avoir fait l'objet d'une désignation à titre temporaire en application de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif en application de l'article 17bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, ainsi que les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif en application de l'article 315 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont réputés satisfaire aux conditions de titres telles que fixées par le présent décret pour obtenir une extension de charge.

Art. 48. Par dérogation aux dispositions du présent décret et notamment à ses annexes 1 et 2, les membres du personnel visés à l'article 7 du décret du 30 juin 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, qui sont maîtres de formation pratique, conservent cette fonction à titre personnel.

Section IV. — Dispositions finales

Art. 49. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions législatives, décrétales et réglementaires relatives à l'enseignement supérieur organisé au sein des hautes écoles ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner, sous d'autres divisions;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant :

« Décret relatif à l'enseignement supérieur organisé au sein des hautes écoles coordonné le... »

Art. 50. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} février 1999 à l'exception de l'article 3, § 2, 1^o, dont le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur et à l'exception de l'article 43 qui entre en vigueur le 15 septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 février 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————
Note

Session 1998-1999.

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 276-1. — Errata : n° 276-2. — Amendements de commission : n°s 276-3 à 276-6. — Rapport : n° 276-7.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Seance du 26 janvier 1999.

—————
ANNEXE 1

Cours à conférer	Titres requis
Architecture des jardins	le diplôme de gradué en architecture des jardins
Assistant en psychologie	le diplôme de gradué en assistant en psychologie
Bibliothéconomie	le diplôme de bibliothécaire documentaliste
Bureautique	a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (secrétariat ou commerce); ou b. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie dans les établissements d'enseignement moyen, technique ou normal de l'Etat délivré par le jury institué par le Gouvernement; ou c. le diplôme d'instituteur primaire complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie susvisé; ou d. le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré Secrétariat ou commerce).
Communication	le diplôme de gradué en communication
Coupe et couture	a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (coupe et couture); ou b. le diplôme de régent d'ouvrages manuels délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 portant le règlement et le programme des cours et examens de régente d'économie domestique et de régents d'ouvrages manuels dans les établissements d'enseignement moyen et normal de l'Etat,
Diététique	le diplôme de gradué en diététique.
Economie domestique	a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (économie ménagère ou économie ménagère agricole); ou b. le diplôme de régente d'économie domestique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 portant le règlement et le programme des cours et examens de régente d'économie domestique et de régents d'ouvrages manuels dans les établissements d'enseignement moyen et normal de l'Etat; ou c. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en économie sociale et familiale

Cours à conférer	Titres requis
Educateur spécialisé	le diplôme d'éducateur spécialisé
Electronique	le diplôme de gradué en électronique.
Ergothérapie	le diplôme de gradué en ergothérapie
Gestion des ressources humaines	le diplôme de gradué en gestion des ressources humaines
Hôtellerie	diplôme de gradué en gestion hôtelière
Industries graphiques	a. le diplôme de gradué en industries graphiques ou b. le diplôme de gradué en photomécanique couleurs
Kinésithérapie	le diplôme de gradué en kinésithérapie,
Logopédie	le diplôme de gradué en logopédie.
Mécanique, moteurs thermiques et expertise automobile	a. le diplôme de gradué en mécanique; ou b. le diplôme de gradué en moteurs thermiques et expertise automobile
Menuiserie	a. un titre du niveau supérieur du deuxième degré; ou b. le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré
Obstétrique	le diplôme d'accoucheur
Service social	a. le diplôme d'assistant social ou b. le diplôme de conseiller social; ou c. le diplôme de conseiller social et fiscal.
Soins infirmiers	le diplôme d'infirmier gradué
Technique artistique	a. un diplôme d'enseignement artistique supérieur du premier degré ou b. un diplôme d'enseignement supérieur artistique du premier degré; ou c. un diplôme d'enseignement supérieur artistique de type court,
Tourisme	le diplôme de gradué en tourisme
Autres cours à conférer	un titre de niveau supérieur du premier degré

Vu pour être annexé au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française,

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANNEXE 2

Cours à conférer	Titres requis
Agronomie	a. le diplôme d'ingénieur agronome ou b. le diplôme d'ingénieur industriel; ou c. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou d. le diplôme d'ingénieur agronome (des eaux et forêts); ou e. le diplôme d'ingénieur civil
Bibliothéconomie	le diplôme de licencié complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique
Biochimie	a. le diplôme de licencié en sciences biochimiques; ou b. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou c. le diplôme d'ingénieur industriel; ou d. le diplôme de docteur en médecine; ou e. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire.
Biologie	a. le diplôme de licencié en sciences biologiques; ou b. le diplôme de licencié en sciences biochimiques; ou c. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou d. le diplôme d'ingénieur industriel; ou e. le diplôme de docteur en médecine; ou f. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire ou g. le diplôme de pharmacien; ou h. le diplôme d'ingénieur agronome
Chimie	a. le diplôme de licencié en sciences chimiques ou b. le diplôme de licencié en sciences biochimiques ou c. le diplôme d'ingénieur civil; ou d. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou e. le diplôme de pharmacien ou f. le diplôme d'ingénieur industriel ou g. le diplôme d'ingénieur agronome ou h. le diplôme de docteur en médecine ou i. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire

Cours à conférer	Titres requis
Communication	<p>a. le diplôme de licencié en information et communication ou b. le diplôme de licencié en linguistique ou c. le diplôme de licencié en études théâtrales ou d. le diplôme de licencié en communication appliquée ou e. le diplôme de licencié en arts de diffusion et information ou f. le diplôme de licencié en philosophie</p>
Construction	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil; ou b. le diplôme d'ingénieur industriel ou c. le diplôme d'architecte</p>
Dessin et éducation plastique	<p>a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin dans les écoles normales primaires ou dans les écoles normales moyennes délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 avril 1939 d'application de l'article 20 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires; ou b. le diplôme du troisième degré artistique supérieur et « Arts visuels »</p>
Diététique et nutrition	<p>a. le diplôme de graduat en diététique complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique; ou b. le diplôme d'infirmier gradué complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique ou c. le diplôme de pharmacien ou d. le diplôme de licencié en nutrition</p>
Droit	<p>a. le diplôme de licencié en droit ou b. le diplôme de licencié en criminologie ou c. le diplôme de licencié en administration publique ou d. le diplôme de licencié en sciences administratives</p>
Education physique	le diplôme de licencié en éducation physique
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil ou b. le diplôme d'ingénieur industriel ou c. le diplôme de licencié en sciences physiques ou d. le diplôme de licencié en sciences chimiques</p>
Géographie	<p>a. le diplôme de licencié en sciences géographiques ou b. le diplôme de licencié en sciences géologiques</p>

Cours à conférer	Titres requis
Histoire	le diplôme de licencié en histoire
Histoire de l'art	le diplôme de licencié en histoire de l'art et archéologie
Informatique de gestion	<p>a. le diplôme de licencié en informatique</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en informatique et sciences humaines</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en informatique et communication</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>e. le diplôme de licencié en sciences économiques</p> <p>ou</p> <p>f. le diplôme de licencié en sciences de gestion</p> <p>ou</p> <p>g. le diplôme de licencié en sciences mathématiques</p> <p>ou</p> <p>h. le diplôme de licencié en sciences physiques</p> <p>ou</p> <p>i. le diplôme d'ingénieur industriel</p> <p>ou</p> <p>j. le diplôme d'ingénieur de gestion</p> <p>ou</p> <p>k. le diplôme d'ingénieur commercial</p> <p>ou</p> <p>l. le diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires</p> <p>ou</p> <p>m. le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières</p> <p>ou</p> <p>n. le diplôme de maître en sciences économiques</p> <p>ou</p> <p>o. le diplôme de maître en sciences de gestion</p> <p>ou</p> <p>p. le diplôme de maître en informatique</p>
Informatique industrielle	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Kinésithérapie	<p>a. le diplôme de licencié en kinésithérapie et réadaptation</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en kinésithérapie</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de gradué en kinésithérapie complété par le diplôme de licencié en sciences de la santé publique</p>
Langues anciennes	le diplôme de licencié en langues et littératures classiques

Cours à conférer	Titres requis
Langue(s) étrangère(s) [avec mention de la (des) langue(s) étrangère(s)]	<p>a. le diplôme de licencié en langues et littératures germaniques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié-traducteur</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié-interprète</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en langues et littératures slaves</p> <p>ou</p> <p>e. le diplôme de licencié en langues et littératures orientales</p> <p>ou</p> <p>f. le diplôme de licencié en langues et littératures modernes</p> <p>ou</p> <p>g. le diplôme de licencié en linguistique</p> <p>ou</p> <p>h. le diplôme de licencié en langues et littératures romanes</p> <p>ou</p> <p>i. le diplôme de licencié en langue et littérature françaises (français langue seconde).</p>
Langue française	<p>a. le diplôme de licencié en langues et littératures romanes</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en langue et littérature françaises (français langue seconde);</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en langues littératures classiques</p>
Logopédie	le diplôme de licencié en logopédie
Morale	<p>a. le diplôme de licencié en philosophie délivré par un établissement d'enseignement non confessionnel</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en assistance en morale laïque</p>
Musique et éducation musicale	le diplôme de capacité pour l'enseignement de la musique vocale dans les établissements d'enseignement moyen et d'enseignement normal de l'Etat du troisième degré, délivré par le jury institué par le Gouvernement.
Pédagogie et méthodologie	le diplôme de licencié en sciences de l'éducation
Philosophie	le diplôme de licencié en philosophie
Physique	<p>a. le diplôme de licencié en sciences physiques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en sciences mathématiques</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Psychologie	<p>a. le diplôme de licencié en sciences psychologiques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en sciences de l'éducation</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en sciences de la famille et de la sexualité</p>

Cours à conférer	Titres requis
Sciences biomédicales	<p>a. le diplôme de licencié en sciences biomédicales ou b. le diplôme de pharmacien ou c. le diplôme de docteur en médecine ou d. le diplôme de licencié en kinésithérapie ou e. le diplôme de licencié en kinésithérapie et réadaptation ou f. le diplôme d'infirmier gradué complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique.</p>
Sciences économiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences économiques ou b. le diplôme de licencié en sciences de gestion ou c. le diplôme d'ingénieur commercial; ou d. le diplôme d'ingénieur de gestion ou e. le diplôme de licencié en administration publique ou f. le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières ou g. le diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires ou h. le diplôme de licencié en sciences administratives ou i. le diplôme de maître en sciences économiques ou j. le diplôme de maître en sciences de gestion</p>
Sciences mathématiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences mathématiques ou b. le diplôme d'ingénieur civil ou c. le diplôme de licencié en sciences physiques ou d. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Sciences politiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences politiques ou b. le diplôme de licencié en administration publique ou c. le diplôme de licencié en sciences administratives</p>
Sciences religieuses	<p>a. le diplôme de licencié en philosophie délivré par un établissement d'enseignement confessionnel ou b. le diplôme de licencié en sciences religieuses ou c. le diplôme de licencié en philologie biblique</p>

Cours à conférer	Titres requis	
Sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> a. le diplôme de licencié en sociologie ou b. le diplôme de licencié en sociologie et anthropologie ou c. le diplôme de licencié en informatique et sciences humaines ou d. le diplôme de licencié en sciences du travail ou e. le diplôme de licencié en politique économique et sociale ou f. le diplôme de licencié en information et communication ou g. le diplôme de licencié en travail social ou h. le diplôme de licencié en communication appliquée 	
Soins infirmiers	<ul style="list-style-type: none"> a. le diplôme d'infirmier gradué ou b. le diplôme d'accoucheuse 	} complété par le diplôme de licencié en science de la santé publique
Technique artistique	<ul style="list-style-type: none"> a. un titre du niveau artistique supérieur du troisième degré ou b. un titre du niveau artistique supérieur du deuxième degré 	
Textile	<ul style="list-style-type: none"> a. le diplôme d'ingénieur industriel ou b. le diplôme de licencié en chimie ou c. le diplôme d'ingénieur civil 	
Tourisme	le diplôme de licencié en tourisme	
Autres cours à conférer	<ul style="list-style-type: none"> a. un titre du niveau supérieur du troisième degré ou b. pour les cours à conférer pour lesquels il n'existe pas de formation dans une institution universitaire, une haute école ou un établissement d'enseignement supérieur de type long : <ul style="list-style-type: none"> — un titre du niveau supérieur du deuxième degré — un titre du niveau supérieur du premier degré 	

Vu pour être annexé au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANNEXE 3

Cours à conférer	Titres requis
Agronomie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse;</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur agronome</p>
Biochimie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme de docteur en médecine</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>e. un diplôme d'ingénieur agronome</p>
Chimie Biologie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur agronome</p> <p>ou</p> <p>e. un diplôme de pharmacien</p> <p>ou</p> <p>f. un diplôme de docteur en médecine</p> <p>ou</p> <p>g. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire</p>
Construction	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Education physique	
Kinésithérapie	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété
Logopédie	par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Diététique	
Soins infirmiers	
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire. Informatique de gestion	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Informatique industrielle	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>

Cours à conférer	Titres requis
Philosophie	
Histoire	
Langues anciennes	
Langue française	
Langue(s) étrangère(s) [avec mention de la (des) langue(s) étrangère(s)]	
Communication	
Psychologie	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Pédagogie et méthodologie	
Morale	
Sciences religieuses	
Sciences sociales	
Droit	
Sciences économiques	
Sciences politiques	
Géographie	
Sciences biomédicales	a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse ou b. un diplôme de pharmacien ou c. un diplôme de docteur en médecine
Sciences mathématiques	a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse ou b. un diplôme d'ingénieur civil
Physique	
Textile	a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse ou b. un diplôme d'ingénieur civil
Tourisme	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Histoire de l'art	
Bibliothéconomie	
Autres cours à conférer	a. un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse ou b. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire ou c. un diplôme de docteur en médecine ou d. un diplôme de pharmacien ou e. un diplôme d'ingénieur civil

Vu pour être annexé au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1236

[S - C - 99/29177]

8 FEBRUARI 1999. — Decreet betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel onderworpen aan het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder :

1° Wet van 19 maart 1971 : de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

2° Wet van 7 juli 1970 : de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

3° Decreet van 16 april 1991 : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

4° Decreet van 5 september 1994 : het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

5° Decreet van 5 augustus 1995 : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

6° Decreet van 25 juli 1996 : het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

7° Decreet van 9 september 1996 : het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

8° Decreet van 24 juli 1997 : het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

9° Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 : het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

10° De Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

11° Hogeschool : de Hogeschool bedoeld bij artikel 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995;

12° Inrichtende macht : de Inrichtende macht van een onderwijsinstelling zoals bepaald bij artikel 2 van de wet van 29 mei 1959;

13° Overheid van de Hogeschool : de overheid van de Hogeschool bedoeld bij artikel 1, 2°, van het decreet van 5 augustus 1995;

14° Vakante betrekking : een vakante betrekking bedoeld bij artikel 9 van het decreet van 25 juli 1996;

15° Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (certificat d'aptitudes pédagogiques) : het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid bedoeld bij artikel 16 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

16° Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (certificat d'aptitude pédagogique) : het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1994 tot goedkeuring van het verwijzingsdossier van het pedagogisch hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type van stelsel I, ter uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid;

17° Getuigschrift middelbare technische normaalleergangen bedoeld bij artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

18° Nuttige ervaring van het onderwijs : De nuttige ervaring van het onderwijs bestaat uit de diensten verricht in een ambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, op welk niveau van onderwijs ook;

19° Nuttige ervaring van het vak : De nuttige ervaring van het vak bestaat uit de diensten verricht ofwel in de privé- of openbare sector, ofwel in een vak of een beroep. Deze diensten dienen verband te houden met de toe te kennen leergangen;

20° Algemene raad : de Algemene raad voor de Hogescholen, samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995;

21° Bekwaamheidsbewijzen : de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 5bis, c), van de wet van 7 juli 1970, van artikel 6 van het decreet van 5 september 1994 en van de artikelen 14 tot 19 van het decreet van 5 augustus 1995;

22° Vereiste bekwaamheidsbewijzen de bekwaamheidsbewijzen waarvan de specificiteit bepaald is in de bijlagen 1, 2 en 3 van dit decreet;

23° Tijdelijke voor een beperkte duur : het personeelslid dat in die hoedanigheid werd aangesteld of aangeworven overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het decreet van 25 juli 1996;

24° Tijdelijke voor een onbeperkte duur : het personeelslid dat in die hoedanigheid werd aangesteld of aangeworven overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het decreet van 25 juli 1996;

25° Benoeming of aanwerving in vast verband : de benoeming of aanwerving in vast verband uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 1, van het decreet van 25 juli 1996.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder bekwaamheidsbewijzen van het hoger niveau van de derde graad :

1° de diploma's van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, van doctor, meester, licentiaat, ingenieur of apotheker, uitgereikt overeenkomstig de wetgeving van de academische graden;

2° de andere diploma's van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, van architect, ingenieur of licentiaat uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type, of door een examencommissie voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995;

3° het diploma hoger technisch onderwijs van de derde graad;

4° het diploma hoger kunstonderwijs van de derde graad;

5° het diploma kunsthoger onderwijs van de derde graad;

6° de diploma's uitgereikt door de Koninklijke militaire school, op het einde van de tweede studiecycclus.

Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder bekwaamheidsbewijzen van het hoger niveau van de tweede graad :

1° het diploma technisch ingenieur;

2° het universitair diploma burgerlijk conducteur;

3° het schooldiploma of het diploma hogere technische cursussen van de tweede graad;

4° het diploma hoger kunstonderwijs van de tweede graad.

Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder bekwaamheidsbewijzen van het hoger niveau van de eerste graad :

1° één van de diploma's uitgereikt overeenkomstig de artikelen 14 en 15 van het decreet van 5 augustus 1995;

2° het schooldiploma of het diploma hogere technische cursussen van de eerste graad;

3° het diploma hoger kunstonderwijs van de eerste graad;

4° het diploma kunsthoger onderwijs van de eerste graad;

5° de diploma's uitgereikt op het einde van een cyclus van drie studiejaar door de inrichtingen gerangschikt krachtens artikel 2 van de wet van 7 juli 1970 in het kunsthoger onderwijs van het korte type.

§ 2. Komen eveneens in aanmerking zoals de diploma's uitgereikt door het onderwijs met volledig leerplan :

1° de overeenstemmende diploma's uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie van het lange type krachtens artikel 62, lid 1, 1°, van het decreet van 16 april 1991;

2° de overeenstemmende diploma's uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie van het korte type krachtens artikel 45, lid 1, 1° van het decreet van 16 april 1991.

HOOFDSTUK III. — *Bekwaamheidsbewijzen*

Art. 4. § 1. Niemand kan het ambt van hoogleraar, studiebureauchef of docent uitoefenen, als hij niet houder is van een diploma van doctor in de geneeskunde, doctor in de dierengeneeskunde, doctor toegekend na de verdediging van een these, apotheker, ingenieur of geaggregeerde hoger onderwijs of als hij niet houder is van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij § 2, of als de bepalingen van § 3 hem niet werden toegepast.

Niemand kan het ambt van bureauchef of van meester-assistent uitoefenen, als hij niet houder is van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

1° een diploma van doctor in de geneeskunde, doctor in de dierengeneeskunde, apotheker, ingenieur, meester of licentiaat toegekend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 september 1994;

2° een diploma van architect, ingenieur of licentiaat uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type, of door een examencommissie voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, of een bekwaamheidsbewijs waarvoor de houder een gelijkstelling heeft verkregen met een dergelijk diploma;

3° een diploma van eindstudies uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs gerangschikt in de derde graad of door een inrichting voor kunstonderwijs van het hogere niveau gerangschikt in de derde graad.

Niemand kan het ambt van meester praktische opleiding uitoefenen als hij niet houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad.

§ 2. De bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij § 1 kunnen ook buitenlandse bekwaamheidsbewijzen zijn die als gelijkwaardig worden erkend in toepassing van de wet van 19 maart 1971 of van artikel 36 van het decreet van 5 september 1994 of als overeenstemmend in toepassing van artikel 4^{quater} van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969.

§ 3. De Regering kan, op gunstig advies van de Algemene raad, aannemen dat een beroeps- of wetenschappelijke bekendheid met betrekking tot het ambt en de cursussen die moeten worden toegekend, voor zich persoonlijk, als geldend bekwaamheidsbewijs zoals bedoeld bij § 1 wordt beschouwd.

De Algemene raad brengt zijn advies uit op basis van door de kandidaten in te dienen dossiers. Deze dossiers bevatten inzonderheid de documenten met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten, de nuttige ervaring inzake vak en onderwijs, de meldingen van de wetenschappelijke verschijningen en de pedagogische werken alsook de bewijzen van verscheidene beroepservaringen.

HOOFDSTUK IV. — *Te begeven cursussen en specificiteit van de vereiste bekwaamheidsbewijzen*

Art. 5. De specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de uitoefening van het ambt van meester praktische opleiding wordt nader bepaald in de bijlage 1 bij dit besluit tegenover de te begeven cursussen.

Art. 6. De specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de uitoefening van het ambt van meester-assistent wordt nader bepaald in de bijlage 2 bij dit besluit tegenover de te begeven cursussen.

Art. 7. De specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de uitoefening van het ambt van docent wordt nader bepaald in de bijlage 3 bij dit besluit tegenover de te begeven cursussen.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende bepalingen*

Art. 8. Voor de uitoefening van het ambt van meester praktische opleiding, veronderstelt het bekwaamheidsbewijs bedoeld bij artikel 5 een nuttige ervaring van het vak van minstens twee jaar.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de erkenning van deze nuttige ervaring.

Art. 9. § 1. Niemand kan in vast verband benoemd of aangeworven zijn in het ambt van meester praktische opleiding, meester-assistent of docent, als hij niet het bewijs kan leveren van een nuttige ervaring in het onderwijs van minstens zes jaar.

De laatste drie jaren dienen gepresteerd te zijn in één van de ambten bedoeld bij artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 binnen een hogeschool die onder de inrichtende macht waarbij de benoeming of de aanwerving in vast verband geschiedt, ressorteert.

Voor de berekening van de drie jaren of van de zes jaren bedoeld bij lid 1, worden de diensten verleend in een ambt met onvolledige prestaties in aanmerking genomen evenals de diensten verleend in een ambt met volledige prestaties.

§ 2. Het bij lid 1 bedoeld personeelslid dient ook houder te zijn van één van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen : het diploma van onderwijzer(es) kleuteronderwijs, het diploma van onderwijzer(es) lager onderwijs, de aggregatie voor het lager secundair onderwijs, de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (certificat d'aptitude pédagogique), het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (certificat d'aptitudes pédagogiques), het getuigschrift middelbare technische normaalleergangen of het diploma van pedagogische bekwaamheid.

De bij lid 1 bedoelde bekwaamheidsbewijzen zullen vervangen worden, uiterlijk op 1 september 2001, door een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid dat aangepast is aan het hoger onderwijs en waarvan de nadere regels van uitreiking bij decreet na advies van de Algemene raad bepaald zullen worden.

HOOFDSTUK VI. — *Afwijkingen*

Art. 10. § 1. Bij gebrek, behoorlijk vastgesteld volgens door de Regering bepaalde nadere regels, aan kandidaten met de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij dit decreet, kan de Regering, op eensluidend en met redenen omkleed advies van de Algemene Raad, en een afwijking van de voorwaarden inzake vereiste bekwaamheidsbewijzen voor één persoon afzonderlijk, toestaan. De Algemene Raad beslist op basis van dossiers die door de kandidaten moeten worden ingediend. Deze dossiers omvatten inzonderheid de documenten met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten, de nuttige ervaring van het bak en van het onderwijs, de vermeldingen van de wetenschappelijke publicaties alsook de bewijzen van verscheidene beroepservaringen. Indien de afwijking niet wordt toegekend, zal de inrichtende macht rechtstreeks een einde stellen aan het ambt van de tijdelijke.

In afwijking van artikel 10, lid 1, van het decreet van 25 juli 1996, wordt het hernieuwen van de aanstelling of de werving voor bepaalde tijd niet beperkt tot een academiejaar, voor zover het gebrek vastgesteld wordt overeenkomstig lid 1 op het begin van elk academiejaar. Deze afwijkingen geven noch aanleiding tot een aanstelling of een aanwerving als tijdelijke voor onbepaalde tijd noch tot een benoeming of aanwerving in vast verband.

§ 2. Naast de meldingen bedoeld bij de artikelen 30, lid 1, 133, lid 2, en 215, lid 1, van het voornoemd decreet van 24 juli 1997, bevat elke akte van aanstelling of aanwerving krachtens paragraaf 1 een vermelding van de regel opgenomen in lid 3 van dezelfde paragraaf.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Eerste afdeling. — Wijzigende bepalingen

Art. 11. In artikel 4quater, lid 1, 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996, worden de woorden « of in het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « te bepalen met welk(e) bekwaamheidsbewijs(zen), bepaald in hoofdstuk II van dit besluit » en de woorden « , zij overeenstemmen ».

Art. 12. Artikel 9, lid 2, van het decreet van 25 juli 1996 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De in artikel 8 bepaalde bekendmaking omvat de bijzonderheden van de betrokken betrekking : het ambt zoals vermeld in artikel 5 en de opdracht zoals bepaald in artikel 7, § 1, lid 3, worden nauwkeurig omschreven alsook, voor de ambten van rang 1, de te begeven cursussen zoals bedoeld bij de bijlagen 1, 2 en 3 van het decreet van 9 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 13. Artikel 12, § 1, 3° van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 14. Artikel 12, § 1, 8° van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° aan de voorwaarde inzake nuttige ervaring van het onderwijs bedoeld bij artikel 9, § 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 15. Artikel 2, 24°, van het decreet van 24 juli 1997 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 24° Uitbreiding van opdracht : Voor de ambten van rang 1, de procedure volgens welke de inrichtende macht de opdracht van een in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid, of van een personeelslid dat tijdelijk aangesteld of aangeworven werd voor onbepaalde tijd, uitbreidt in hetzelfde ambt en dezelfde te begeven cursussen ten hoogste voor een volledige opdracht, respectievelijk in vast verband of tijdelijk voor onbepaalde tijd, met inachtneming van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996.

Voor de ambten van rang 2, de procedure volgens welke de inrichtende macht de opdracht van een personeelslid in hetzelfde ambt definitief uitbreidt, ten hoogste voor een volledige opdracht. ».

Art. 16. Artikel 2, 26°, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 26° Te begeven cursussen : de cursussen waarin de inrichtende macht wenst te voorzien met inachtneming van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 17. Er wordt een artikel *20bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel *20bis*. De Raad van bestuur bepaalt de cursus waaronder, volgens de wetgeving met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen, ieder bestanddeel van het programma van de studies ingericht in de betrokken hogeschool ressorteert. ».

Art. 18. In artikel 24, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de bekwaamheidsbewijzen » vervangen door de woorden « de vereiste bekwaamheidsbewijzen ».

Art. 19. Artikel 28, 1°, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° het ambt en de opdracht bedoeld bij artikel 7, § 1, van het decreet van 25 juli 1996. ».

Art. 20. In artikel 29, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « volgens de te begeven cursussen » vervangen door de woorden : « volgens de bij artikel 28, 1°, bedoelde opdracht ».

Art. 21. In titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling III vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling III : De benoeming in vast verband, de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, het gedeeltelijk opdrachtverlies, de overplaatsing en de opdrachuitbreiding. ».

Art. 22. In artikel 35 van hetzelfde decreet, waarvan huidig lid 1 paragraaf 1 wordt en huidig lid 2 paragraaf 2, wordt paragraaf 2 met volgend lid aangevuld :

« Wanneer een personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies zich kandidaat stelt voor een vacante betrekking in het ambt waarin het vast benoemd werd, maar voor andere te begeven cursussen waarvoor hij houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel waarvoor het een beroeps- of wetenschappelijke bekendheid heeft verkregen, en wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 22 hem wordt toegekend, wordt het personeelslid onmiddellijk definitief titularis van deze te begeven cursussen. ».

Art. 23. In titel II, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling IV ingelast waarin een artikel *40bis* vervat is, luidend als volgt :

« Onderafdeling IV : De opdrachuitbreiding

Artikel *40bis*. Met inachtneming van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996, wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 22 toegekend is bij uitbreiding van de opdracht in hetzelfde ambt en in dezelfde te begeven cursussen waarvoor het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt, geschiedt deze opdrachuitbreiding, naargelang het geval, onmiddellijk in vast verband of als tijdelijke voor een onbepaalde tijd. ».

Art. 24. Artikel 91 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 15° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwijzing voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 25. Artikel 95 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 14° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwijzing voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 26. Er wordt een artikel *124bis*, luidend als volgt, ingevoegd in titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde decreet :

« Artikel *124bis*. De inrichtende macht bepaalt de cursus waaronder, volgens de wetgeving met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen, ieder bestanddeel van het programma van de studies ingericht door haar ressorteert. ».

Art. 27. Artikel 131, 1° van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° het ambt en de bij artikel 7, § 1, van het decreet van 25 juli 1996 bedoelde opdracht; ».

Art. 28. In titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling III vervangen door het volgend opschrift :

« Afdeling III : De aanwerving in vast verband, de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, het gedeeltelijk opdrachtverlies, de overplaatsing en de opdrachuitbreiding. ».

Art. 29. In artikel 138 van hetzelfde decreet, waarvan huidig lid 1 paragraaf 1 wordt en lid 2 paragraaf 2, wordt paragraaf 2 aangevuld met volgend lid :

« Wanneer een personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies zich kandidaat stelt voor een vacante betrekking in het ambt waarin het vast benoemd werd, maar voor andere te begeven cursussen waarvoor hij houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel waarvoor het een beroeps- of wetenschappelijke bekendheid heeft verkregen, en wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 125 hem wordt toegekend, wordt het personeelslid onmiddellijk definitief titularis van deze te begeven cursussen. ».

Art. 30. In titel III, hoofdstuk III, afdeling III, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling IV ingevoegd waarin een artikel 143*bis* vervat is, luidend als volgt :

« Onderafdeling IV : De opdrachtuitbreiding

Artikel 143*bis*. Met inachtneming van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996, wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 125 toegekend is bij uitbreiding van de opdracht in hetzelfde ambt en in dezelfde te begeven cursussen waarvoor het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt, geschiedt deze opdrachtuitbreiding, naargelang het geval, onmiddellijk in vast verband of als tijdelijke voor onbepaalde tijd. ».

Art. 31. Artikel 185 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 15° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwerving voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 32. Artikel 189 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 14° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwerving voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van één van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 33. Er wordt een artikel 206*bis*, luidend als volgt, ingevoegd in titel IV, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet :

« Artikel 206*bis*. De inrichtende macht bepaalt de cursus waaronder, volgens de wetgeving met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen, ieder bestanddeel van het programma van de studies ingericht in de betrokken hogeschool ressorteert. ».

Art. 34. Artikel 213, 1° van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° het ambt en de bij artikel 7, § 1, van het decreet van 25 juli 1996 bedoelde opdracht; ».

Art. 35. In titel IV, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling III vervangen door het volgend opschrift :

« Afdeling III : De vaste benoeming, de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, het gedeeltelijk opdrachtverlies, de overplaatsing en de opdrachtuitbreiding. ».

Art. 36. In artikel 220 van hetzelfde decreet, waarvan huidig lid 1 paragraaf 1 wordt en huidig lid 2 paragraaf 2, wordt paragraaf 2 met volgend lid aangevuld :

« Wanneer een personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies zich kandidaat stelt voor een vacante betrekking in het ambt waarin het vast benoemd werd, maar voor andere te begeven cursussen waarvoor hij houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel waarvoor het een beroeps- of wetenschappelijke bekendheid heeft verkregen, en wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 207 hem wordt toegekend, wordt het personeelslid onmiddellijk titularis van deze definitief te begeven cursussen. ».

Art. 37. In titel IV, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling IV ingelast waarin een artikel 224*bis* vervat is, luidend als volgt :

« Onderafdeling IV : De opdrachtuitbreiding

Artikel 224*bis*. Met inachtneming van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996, wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 207 toegekend is bij uitbreiding van de opdracht in hetzelfde ambt en in dezelfde te begeven cursussen waarvoor het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt, geschiedt deze opdrachtuitbreiding, naargelang het geval, onmiddellijk in vast verband of als tijdelijke voor onbepaalde tijd. ».

Art. 38. Artikel 264 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 15° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwijzing voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

Art. 39. Artikel 268 van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 14° wanneer op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de datum van zijn eerste aanwijzing voor het ambt en de te begeven cursussen, het personeelslid dat niet titularis is van een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 40. Artikel 7 van het decreet van 30 juni 1998 tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 10 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, worden de meesters-assistenten en de meesters inzake opleiding die titularis zijn van een diploma bedoeld bij artikel 10, §§ 2 en 3, van deze wet en die aangeworven werden vóór 1 oktober 1998 in het onderwijs dat in het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan tot het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie leidt, voor zich persoonlijk en voor de toepassing van artikel 10 van de voornoemde wet van 7 juli 1970 enkel, geacht over de bekwaamheidsbewijzen te beschikken om in het hoger onderwijs van het lange type les te geven.

De geldelijke en rechtspositie van de personeelsleden bedoeld bij lid 1 wordt niet gewijzigd.

Deze paragraaf is van toepassing gedurende het academiejaar 1998-1999.

§ 2. Tot 14 september 2001, kan de inrichtende macht, overeenkomstig de geldende bepalingen, personeelsleden tijdelijk aanstellen of aanwerven, die houder zijn van de bekwaamheidsbewijs van gegradueerde in de kinesitherapie uitgereikt door een hogeschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een examencommissie ingesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, voor het ambt van meester praktische opleiding voor de te begeven cursussen in kinesitherapie. ».

Afdeling II. — Opheffingsbepalingen

Art. 41. Worden niet van toepassing op de personeelsleden die onderworpen zijn aan dit decreet :

1° artikel 10, §§ 1 tot 8, van de wet van 7 juli 1970;

2° artikel 17, § 4, van de wet van 7 juli 1970;

3° de artikelen 10, 11 en 12 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969;

4° het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is;

5° het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de lagere normaalscholen waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is;

6° het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare normaalscholen waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is.

Art. 42. Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van meester-assistent (algemene vakken) in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waar het Frans de onderwijstaal is;

2° het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van meester-assistent in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waar het Frans de onderwijstaal is;

3° de artikelen 3, leden 2 en 3, 4, 34, 38, lid 1, 39, 40 en 48 van het decreet van 25 juli 1996;

4° de artikelen 298, 315 en 320, 1° en 2° van het decreet van 24 juli 1997.

Art. 43. In de bijlage 1 bij dit decreet, wordt de melding « kinesitherapie : het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie » opgeheven.

Afdeling III. — Overgangsbepalingen

Art. 44. Voor de toepassing van dit decreet, worden de universitaire bekwaamheidsbewijzen toegekend overeenkomstig de bepalingen die geldig waren voor de toepassing van het decreet van 5 september 1994, gelijkgesteld met de academische graden bepaald bij artikel 6, §§ 1, 2 en 6 van dit decreet.

Voor de toepassing van dit decreet, worden de bekwaamheidsbewijzen toegekend overeenkomstig de bepalingen die geldig waren voor de toepassing van het decreet van 5 augustus 1995, gelijkgesteld met de bekwaamheidsbewijzen toegekend in het niet-universitair hoger onderwijs overeenkomstig hoofdstuk III van dit decreet.

Art. 45. § 1. De personeelsleden die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld of aangeworven werden alsook de personeelsleden die benoemd of aangeworven werden in vast verband voor dezelfde datum, worden geacht, naargelang het geval, tijdelijk aangesteld of aangeworven voor onbepaalde tijd, of benoemd of aangeworven in vast verband te zijn geweest voor de cursussen bedoeld in de bijlagen bij dit decreet die overeenstemmen met de door hen verrichte prestaties.

De personeelsleden bedoeld bij lid 1 blijven de baremaschaal genieten die op hen toepasselijk was voor de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De personeelsleden die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, voor bepaalde tijd tijdelijk aangesteld of aangeworven werden, worden geacht tijdelijk aangeworven te zijn voor bepaalde tijd voor de cursussen bedoeld in de bijlagen bij dit decreet die overeenstemmen met de door hen verrichte prestaties.

Zij blijven de baremaschaal genieten die op hen toepasselijk was voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 46. De personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven werden voor de inwerkingtreding van dit decreet terwijl er geen specificiteit nader bepaald werd met toepassing van de wet van 7 juli 1970, kunnen in vast verband benoemd of aangeworven worden in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van dit decreet, waarbij onder ambt waarvoor het personeelslid over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt, verstaan wordt, de specificiteit die hij gedoceerd heeft in het niet-universitair hoger onderwijs gedurende minstens 240 dagen verdeeld over minimum twee academiejaren.

In afwijking van artikel 9, § 2, lid 1, de personeelsleden die voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld of aangeworven werden voor de inwerkingtreding van dit decreet, worden vrijgesteld van de voorwaarde van pedagogisch bekwaamheidsbewijs om in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in een ambt van meester praktische opleiding, meester-assistent of docent.

Art. 47. De personeelsleden die vastbenoemd werden na een tijdelijke aanstelling met toepassing van artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoeden hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, de personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven werden in toepassing van artikel 17bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, alsook de personeelsleden die vast benoemd of aangeworven werden bij toepassing van artikel 315 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden geacht aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen te voldoen zoals ze vastgesteld worden door dit decreet voor het verkrijgen van een opdrachtuitbreiding.

Art. 48. In afwijking van de bepalingen van dit decreet en inzonderheid van zijn bijlagen 1 en 2, behouden de personeelsleden bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 30 juni 1998 tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, die meesters praktische opleiding zijn, voor zich persoonlijk, dit ambt.

Afdeling IV. — Slotbepalingen

Art. 49. De Regering kan de wets-, decreet- en verordeningsbepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs ingericht binnen de hogescholen alsook de bepalingen die deze expliciet of impliciet gewijzigd zouden hebben wanneer deze coördinatie plaatsvindt, coördineren.

Daartoe kan zij :

1° de orde, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen, in andere afdelingen;

2° de referenties vervat in de te coördineren bepalingen wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de verwoording van de te coördineren bepalingen te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen en een uniforme terminologie te verkrijgen, zonder dat er afbreuk wordt gedaan aan de principes ingeschreven in deze bepalingen.

De coördinatie zal als opschrift hebben :

« Decreet betreffende het hoger onderwijs ingericht binnen de hogescholen gecoördineerd op... ».

Art. 50. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 1999, met uitzondering van artikel 3, § 2, 1°, waarvoor de datum van inwerkingtreding door de Regering wordt bepaald en met uitzondering van artikel 43 dat op 15 september 2001 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 februari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 276-1. — Errata : nr. 276-2. — Commission en decreten : nrs. 276-3 tot 276-6. — Verslag : nr. 276-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 januari 1999.

BIJLAGE 1

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
« Architecture des jardins	le diplôme de gradué en architecture des jardins
Assistant en psychologie	le diplôme de gradué en assistant en psychologie
Bibliothéconomie	le diplôme de bibliothécaire documentaliste
Bureautique	a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (secrétariat ou commerce); ou b. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie dans les établissements d'enseignement moyen, technique ou normal de l'Etat délivré par le jury institué par le Gouvernement; ou c. le diplôme d'instituteur primaire complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie susvisé; ou d. le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré Secrétariat ou commerce).
Communication	le diplôme de gradué en communication
Coupe et couture	a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (coupe et couture); ou b. le diplôme de régent d'ouvrages manuels délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 portant le règlement et le programme des cours et examens de régente d'économie domestique et de régents d'ouvrages manuels dans les établissements d'enseignement moyen et normal de l'Etat,

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Diététique	le diplôme de gradué en diététique.
Economie domestique	<p>a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (économie ménagère ou économie ménagère agricole);</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de régente d'économie domestique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 portant le règlement et le programme des cours et examens de régente d'économie domestique et de régents d'ouvrages manuels dans les établissements d'enseignement moyen et normal de l'Etat;</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en économie sociale et familiale</p>
Educateur spécialisé	le diplôme d'éducateur spécialisé
Electronique	le diplôme de gradué en électronique.
Ergothérapie	le diplôme de gradué en ergothérapie
Gestion des ressources humaines	le diplôme de gradué en gestion des ressources humaines
Hôtellerie	diplôme de gradué en gestion hôtelière
Industries graphiques	<p>a. le diplôme de gradué en industries graphiques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de gradué en photomécanique couleurs</p>
Kinésithérapie	le diplôme de gradué en kinésithérapie,
Logopédie	le diplôme de gradué en logopédie.
Mécanique, moteurs thermiques et expertise automobile	<p>a. le diplôme de gradué en mécanique;</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de gradué en moteurs thermiques et expertise automobile</p>
Menuiserie	<p>a. un titre du niveau supérieur du deuxième degré;</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré</p>
Obstétrique	le diplôme d'accoucheur
Service social	<p>a. le diplôme d'assistant social</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de conseiller social;</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de conseiller social et fiscal.</p>
Soins infirmiers	le diplôme d'infirmier gradué
Technique artistique	<p>a. un diplôme d'enseignement artistique supérieur du premier degré</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'enseignement supérieur artistique du premier degré;</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme d'enseignement supérieur artistique de type court,</p>
Tourisme	le diplôme de gradué en tourisme
Autres cours à conférer	un titre de niveau supérieur du premier degré »

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

BIJLAGE 2

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
« Agronomie	a. le diplôme d'ingénieur agronome ou b. le diplôme d'ingénieur industriel; ou c. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou d. le diplôme d'ingénieur agronome (des eaux et forêts); ou e. le diplôme d'ingénieur civil
Bibliothéconomie	le diplôme de licencié complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique
Biochimie	a. le diplôme de licencié en sciences biochimiques; ou b. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou c. le diplôme d'ingénieur industriel; ou d. le diplôme de docteur en médecine; ou e. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire.
Biologie	a. le diplôme de licencié en sciences biologiques; ou b. le diplôme de licencié en sciences biochimiques; ou c. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou d. le diplôme d'ingénieur industriel; ou e. le diplôme de docteur en médecine; ou f. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire ou g. le diplôme de pharmacien; ou h. le diplôme d'ingénieur agronome
Chimie	a. le diplôme de licencié en sciences chimiques ou b. le diplôme de licencié en sciences biochimiques ou c. le diplôme d'ingénieur civil; ou d. le diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries; ou e. le diplôme de pharmacien ou f. le diplôme d'ingénieur industriel ou g. le diplôme d'ingénieur agronome ou h. le diplôme de docteur en médecine ou i. le diplôme de docteur en médecine vétérinaire

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Communication	<p>a. le diplôme de licencié en information et communication</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en linguistique</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en études théâtrales</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en communication appliquée</p> <p>ou</p> <p>e. le diplôme de licencié en arts de diffusion et information</p> <p>ou</p> <p>f. le diplôme de licencié en philosophie</p>
Construction	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil;</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur industriel</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme d'architecte</p>
Dessin et éducation plastique	<p>a. le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin dans les écoles normales primaires ou dans les écoles normales moyennes délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 avril 1939 d'application de l'article 20 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme du troisième degré artistique supérieur et « Arts visuels »</p>
Diététique et nutrition	<p>a. le diplôme de graduat en diététique complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique;</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'infirmier gradué complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de pharmacien</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en nutrition</p>
Droit	<p>a. le diplôme de licencié en droit</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en criminologie</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en administration publique</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en sciences administratives</p>
Education physique	le diplôme de licencié en éducation physique
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur industriel</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en sciences physiques</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en sciences chimiques</p>

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Géographie	<p>a. le diplôme de licencié en sciences géographiques</p> <p>ou</p>
Histoire	<p>b. le diplôme de licencié en sciences géologiques</p> <p>le diplôme de licencié en histoire</p>
Histoire de l'art	<p>le diplôme de licencié en histoire de l'art et archéologie</p>
Informatique de gestion	<p>a. le diplôme de licencié en informatique</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en informatique et sciences humaines</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en informatique et communication</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>e. le diplôme de licencié en sciences économiques</p> <p>ou</p> <p>f. le diplôme de licencié en sciences de gestion</p> <p>ou</p> <p>g. le diplôme de licencié en sciences mathématiques</p> <p>ou</p> <p>h. le diplôme de licencié en sciences physiques</p> <p>ou</p> <p>i. le diplôme d'ingénieur industriel</p> <p>ou</p> <p>j. le diplôme d'ingénieur de gestion</p> <p>ou</p> <p>k. le diplôme d'ingénieur commercial</p> <p>ou</p> <p>l. le diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires</p> <p>ou</p> <p>m. le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières</p> <p>ou</p> <p>n. le diplôme de maître en sciences économiques</p> <p>ou</p> <p>o. le diplôme de maître en sciences de gestion</p> <p>ou</p> <p>p. le diplôme de maître en informatique</p>
Informatique industrielle	<p>a. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Kinésithérapie	<p>a. le diplôme de licencié en kinésithérapie et réadaptation</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en kinésithérapie</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de gradué en kinésithérapie complété par le diplôme de licencié en sciences de la santé publique</p>
Langues anciennes	<p>le diplôme de licencié en langues et littératures classiques</p>

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Langue(s) étrangère(s) [avec mention de la (des) langue(s) étrangère(s)]	<p>a. le diplôme de licencié en langues et littératures germaniques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié-traducteur</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié-interprète</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme de licencié en langues et littératures slaves</p> <p>ou</p> <p>e. le diplôme de licencié en langues et littératures orientales</p> <p>ou</p> <p>f. le diplôme de licencié en langues et littératures modernes</p> <p>ou</p> <p>g. le diplôme de licencié en linguistique</p> <p>ou</p> <p>h. le diplôme de licencié en langues et littératures romanes</p> <p>ou</p> <p>i. le diplôme de licencié en langue et littérature françaises (français langue seconde).</p>
Langue française	<p>a. le diplôme de licencié en langues et littératures romanes</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en langue et littérature françaises (français langue seconde);</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en langues littératures classiques</p>
Logopédie	le diplôme de licencié en logopédie
Morale	<p>a. le diplôme de licencié en philosophie délivré par un établissement d'enseignement non confessionnel</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en assistance en morale laïque</p>
Musique et éducation musicale	le diplôme de capacité pour l'enseignement de la musique vocale dans les établissements d'enseignement moyen et d'enseignement normal de l'Etat du troisième degré, délivré par le jury institué par le Gouvernement.
Pédagogie et méthodologie	le diplôme de licencié en sciences de l'éducation
Philosophie	le diplôme de licencié en philosophie
Physique	<p>a. le diplôme de licencié en sciences physiques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en sciences mathématiques</p> <p>ou</p> <p>d. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Psychologie	<p>a. le diplôme de licencié en sciences psychologiques</p> <p>ou</p> <p>b. le diplôme de licencié en sciences de l'éducation</p> <p>ou</p> <p>c. le diplôme de licencié en sciences de la famille et de la sexualité</p>

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Sciences biomédicales	<p>a. le diplôme de licencié en sciences biomédicales ou b. le diplôme de pharmacien ou c. le diplôme de docteur en médecine ou d. le diplôme de licencié en kinésithérapie ou e. le diplôme de licencié en kinésithérapie et réadaptation ou f. le diplôme d'infirmier gradué complété par le diplôme de licencié en science de la Santé publique.</p>
Sciences économiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences économiques ou b. le diplôme de licencié en sciences de gestion ou c. le diplôme d'ingénieur commercial; ou d. le diplôme d'ingénieur de gestion ou e. le diplôme de licencié en administration publique ou f. le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières ou g. le diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires ou h. le diplôme de licencié en sciences administratives ou i. le diplôme de maître en sciences économiques ou j. le diplôme de maître en sciences de gestion</p>
Sciences mathématiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences mathématiques ou b. le diplôme d'ingénieur civil ou c. le diplôme de licencié en sciences physiques ou d. le diplôme d'ingénieur industriel</p>
Sciences politiques	<p>a. le diplôme de licencié en sciences politiques ou b. le diplôme de licencié en administration publique ou c. le diplôme de licencié en sciences administratives</p>
Sciences religieuses	<p>a. le diplôme de licencié en philosophie délivré par un établissement d'enseignement confessionnel ou b. le diplôme de licencié en sciences religieuses ou c. le diplôme de licencié en philologie biblique</p>

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Sciences sociales	a. le diplôme de licencié en sociologie ou b. le diplôme de licencié en sociologie et anthropologie ou c. le diplôme de licencié en informatique et sciences humaines ou d. le diplôme de licencié en sciences du travail ou e. le diplôme de licencié en politique économique et sociale ou f. le diplôme de licencié en information et communication ou g. le diplôme de licencié en travail social ou h. le diplôme de licencié en communication appliquée
Soins infirmiers	a. le diplôme d'infirmier gradué ou b. le diplôme d'accoucheuse } complété par le diplôme de licencié en science de la santé publique
Technique artistique	a. un titre du niveau artistique supérieur du troisième degré ou b. un titre du niveau artistique supérieur du deuxième degré
Textile	a. le diplôme d'ingénieur industriel ou b. le diplôme de licencié en chimie ou c. le diplôme d'ingénieur civil
Tourisme	le diplôme de licencié en tourisme
Autres cours à conférer	a. un titre du niveau supérieur du troisième degré ou b. pour les cours à conférer pour lesquels il n'existe pas de formation dans une institution universitaire, une haute école ou un établissement d'enseignement supérieur de type long : — un titre du niveau supérieur du deuxième degré — un titre du niveau supérieur du premier degré »

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
 het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mme L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

BIJLAGE 3

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
« Agronomie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse;</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur agronome</p>
Biochimie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme de docteur en médecine</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>e. un diplôme d'ingénieur agronome</p>
Chimie Biologie	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme d'ingénieur chimiste et des bio-industries</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme d'ingénieur agronome</p> <p>ou</p> <p>e. un diplôme de pharmacien</p> <p>ou</p> <p>f. un diplôme de docteur en médecine</p> <p>ou</p> <p>g. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire</p>
Construction	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Educatioin physique	
Kinésithérapie Logopédie	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Diététique	
Soins infirmiers	
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire. Informatique de gestion	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Informatique industrielle	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>

Toe te kennen cursussen	Vereiste bekwaamheidsbewijzen
Philosophie	
Histoire	
Langues anciennes	
Langue française	
Langue(s) étrangère(s) [avec mention de la (des) langue(s) étrangère(s)]	
Communication	
Psychologie	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Pédagogie et méthodologie	
Morale	
Sciences religieuses	
Sciences sociales	
Droit	
Sciences économiques	
Sciences politiques	
Géographie	
Sciences biomédicales	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme de pharmacien</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme de docteur en médecine</p>
Sciences mathématiques	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Physique	
Textile	<p>a. un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme d'ingénieur civil</p>
Tourisme	un diplôme visé dans l'annexe 2 en regard des cours à conférer complété par un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse
Histoire de l'art	
Bibliothéconomie	
Autres cours à conférer	<p>a. un diplôme de docteur délivré après la soutenance d'une thèse</p> <p>ou</p> <p>b. un diplôme de docteur en médecine vétérinaire</p> <p>ou</p> <p>c. un diplôme de docteur en médecine</p> <p>ou</p> <p>d. un diplôme de pharmacien</p> <p>ou</p> <p>e. un diplôme d'ingénieur civil »</p>

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE